

Compte rendu de l'audience au rectorat - 20/03/2024

Organisation syndicales représentées : CGT éduc'action, Fnec FP-FO, SNES-FSU et FSU-Snuipp, SUD éducation.

Représentant.e du rectorat : Philippe Diaz (secrétaire général de la rectrice), Jean-Michel Moreau (directeur de cabinet de la rectrice), Amanda Morais (conseillère dialogue social)

Les organisations portant les interventions seront indiquées avec les sigles suivants :

- CGT : CGT éduc'action
- FO : Fnec FP-FO
- FSU : SNES-FSU et FSU-SNUipp
- SUD : SUD éducation
- R : rectorat

Résumé des interventions

Introduction

FSU :

- Objets de l'audience :
- Faire état de la mobilisation
- Aborder les sujets :
- de l'état de l'école et des difficultés rencontrées par les personnels et les élèves (le contexte)
- de notre opposition aux mesures du "choc des savoirs" publiées le 15/03/2024
- Rappeler les autres choix portés pour l'école par les organisation syndicales

SUD :

- Pour illustrer ce que vient de dire notre collègue, nous voudrions ajouter un indicateur concret du mal être des personnels de l'éducation. Nous avons reçu plus 1100 fiches RSST en un an, pour cela, malgré les demandes multiples de la F3SCTD44 nous n'avons eu que 3 instances pour traiter cela avec l'administration. Pour votre information, nous avons communiqué nos difficulté de travail dans cette instance auprès de nos collègues que nous représentons aujourd'hui.

Discussions

En introduction, le Secrétaire Général nous demande de parler doucement car il y a un examen à côté...

CGT :

- Conditions de travail des personnels administratifs de l'éducation nationale (EN)
- Demandes
- Revalorisations
- Titularisations des contractuel.le.s
- Ecole inclusive:
- Suppressions de postes d'AESH et d'AED (-4600) -> R : "pas des suppressions, mais des bascules de hors titre 2 vers titre 2", "j'ai +3000"
- Opposition à la création du statut d'ARE, fusion de ceux des AESH et des AED

FO :

- Opposition au choc des savoirs
- Au collège, suppression de dédoublements, d'options, d'une heure de technologie en 6e
- remise en cause des seuils et explosion des effectifs, tri des

élèves

- Dans le cadre d'un budget d'austérité

FSU :

- Question des moyens dans l'académie de Nantes et dans le 44
- Manque de remplacements, taux de remplacement plus faible dans cette académie que dans d'autres
- Manques de personnels et de postes
- manque d'enseignant.es en RASED
- Manques d'AESH (précarité des personnels, donc difficultés de recrutement)
- Choc des savoirs
- Par l'ensemble des mesures mises en place, les apprentissages des élèves majoritairement les plus défavorisé.es vont être dégradés :
- La généralisation des évaluations nationales est la pierre angulaire de ces dégradations car par leur mise en œuvre les pratiques enseignant.es vont se transformer, se normaliser (transformation déjà observées par la DEPP) allant jusqu'à réduire les apprentissages pour coller aux items des évaluations. C'est ainsi qu'un tri des élèves s'opérera tout au long de la scolarité.

SUD :

- Les suppressions de postes dans le primaire et le secondaire, c'est aussi une erreur de notre part ? Finalement ce sont des créations ?
- 460 élèves en situation de handicap (SH) non accompagné.e.s dans le 44
- Pas de remplacement des AESH, pas de pôle
- Non-remplacement des enseignant.e.s :
- Frein à la formation, puisqu'on a du mal à quitter ses classes en sachant que l'on ne sera pas remplacé.e
- Collègues malades qui vont travailler malgré tout car un.e collègue est davantage malade, les collègues que nous représentons en sont à comparer leur degré de maladie pour savoir s'ils doivent aller travailler.

CGT :

- Opposition à la réforme du lycée pro (besoin de former des citoyen.ne.s, et non de la chair à patrons). Les élèves auront moins de cours chaque année : 170 heures de cours en moins en sde pro, 140 heures de moins en 1ère, 98 heures de moins en terminale.

Rectorat :

- "Nous faisons académie ensemble"
- Souhait de dialogue ouvert et serein avec toutes les collègues
- "Les mandats que vous portez (pardon) sont des mandats nationaux"
- La préoccupation est la mise en œuvre des directives dans l'académie, pas au niveau national (pas de pouvoir du rectorat sur ce qui se décide pour le national)
- "Je ne fais pas de lien entre évaluations nationales et tri des élèves"
- "Les élèves de 6e seront accompagnés et accueillis dans un groupe classe (de référence)" (malgré les groupes de niveau)
- "On va peut-être se concentrer sur les fondamentaux" (maths et français)
- "Le sujet, c'est la mise en œuvre opérationnelle, pragmatique, sur le territoire"
- "On fait au mieux avec ce que la nation nous confie en termes de moyens"
- Pour les administratifs, les actions réalisées pour améliorer leurs conditions de travail dans l'académie sont "sans commune mesure avec ce qui a été fait depuis 30 ans"
- Au niveau des moyens de remplacement dans l'académie, "dans le premier degré, on fait mieux que la moyenne"
- Pour l'accompagnement des élèves en SH "il faut que chacun prenne sa part" (EN, médico-social, etc.)

CGT :

- Poursuite des fermetures de classes
- Nombre de postes insuffisant pour mettre concrètement en place les réformes
- De plus en plus de compléments de service
- L'opposition au choc des savoirs est idéologique autant que technique

FSU :

- Nous savons tous que l'évaluation a plusieurs fonctions. Elle peut servir de repères pour les élèves qui apprennent, d'indices pour nous renseigner sur les apprentissages des élèves, mais elle sert aussi à déterminer les parcours des élèves : notamment le tri des élèves dans les groupes de niveau et par l'orientation.
- il y a une unanimité de la communauté éducative contre le choc des savoirs. Le vote au Conseil Supérieur de l'Education l'a montré :
- il ne peut pas y avoir de meilleurs apprentissages avec moins de temps de classe (perte d'une heure de cours en 6e par exemple mais aussi perte de cours en lycée pro)
- il ne peut pas y avoir de meilleurs apprentissages avec le tri et la désorganisation générée par les groupes de niveau, les remplacements non assurés, la hausse des effectifs par classe
- il ne peut pas y avoir de meilleurs apprentissages avec des personnels moins qualifiés, moins bien payés, contractualisés et sans aucun temps de concertation
- Il y a au contraire nécessité d'une baisse généralisée des effectifs par classe
- La dégradation de l'attractivité des métiers de l'EN est une conséquence des politiques publiques y compris par le déclassement social et financier des personnels.

Rectorat :

- concernant la rémunération, nous vous avons dit qu'il fallait vous emparer du pacte

FSU :

- Le pacte n'est pas du salaire en plus, c'est du travail en plus

Rectorat :

- il y avait aussi une partie sociale
- "L'heure de technologie en 6e est perdue pour mieux accompagner les élèves"
- le groupe classe perdure
- les évaluations restent nationales
- en maths et en français il y avait un écart à l'attendu
- le principe est de faciliter le passage du CM2 à la sixième
- "Le lycée pro est une voie d'excellence dans l'académie"
- "On perd des élèves" (rappel des évolutions démographiques)

FSU :

- Création de 7 postes sur les problématiques de harcèlement
- Pourquoi pas, mais plutôt que sur des postes dans les bureaux de coordination, les besoins se manifestent sur des postes de remplaçant-es, d'AESH, d'infirmier-ères scolaires, etc.

Rectorat :

- "Y a des postes de remplaçant.e, il faut des RH derrière" ("le problème n'est pas un manque de remplaçant.e, mais un manque de RH")
- La rectrice, chancelière des universités a souhaité que nous échangions avec l'ensemble des représentants. La rectrice nous demande de vous transmettre sa confiance dans les enseignants.
- On vous entend sur les mandats nationaux. Mais notre souci c'est la mise en œuvre pratique dans l'académie.

FSU :

- Vous voulez ne traiter que de l'académie, mais nous sommes présents pour partager nos constats et nos revendications et vous demander aussi de les faire remonter au ministère.

Rectorat :

- "Oui, c'est à ça que ça sert une audience" (sur le ton de l'évidence)

Rectorat :

- "On nous annonce +3000 postes d'AESH"
- "Je vois le côté positif de la situation"

CGT :

- La solution de la mutualisation de l'accompagnement des élèves en Situation de Handicap pose problème
- Plusieurs élèves notifiés par classe sans accompagnement ou sans place en établissement médicaux sociaux

SUD :

- Concernant les remontées à faire à notre ministre, il nous semble important de préciser que les parents sont massivement mobilisés et soutiennent nos revendications, ce n'est pas si fréquent, et c'est le signe qu'on est qu'au début de la mobilisation.
- Vous défendez ardemment les moyens mis en place par l'éducation nationale, notamment en défendant le pacte. Mais le pacte, tout comme les heures supplémentaires dans le second degré qui ne sont pas des heures postes ne permettent d'avoir plus de personnel. Or c'est de moyens humains dont nous avons besoin et pas de moyen pour travailler plus pour des personnels déjà en épuisement professionnel comme nous l'avons évoqués en début d'audience.

- Concernant l'accompagnement social, vous parlez de 7 postes créés mais la réalité c'est que l'on est toujours, au mieux, à une moitié d'infirmière et une moitié de PSY-EN par établissement.
- Vous prétendez que les conditions de travail des AESG s'améliorent, nous rejoignons ce que dit notre collègue concernant les AESH, et nous croyons que toutes les organisations syndicales ici présentes sont parfaitement d'accord sur le fait que les conditions de travail des AESH se dégradent toujours plus. Mais alors peut-être pourriez-vous demander à notre ministère si le recrutement prévoit des temps complets en lieu et place des temps partiels imposés.

Rectorat :

- La fusion des statuts des AESH et des AED dans celui d'ARE permettrait une meilleure évolution des personnels (carrière, formations...)

FSU :

- Question du lien avec les établissements ou services sociaux ou médico-sociaux (ESMS) et les agences régionales de santé (ARS) pour l'accompagnement des élèves
- Il n'est pas acceptable que la réponse de l'administration à l'absence de place en ESMS soit toujours la "mauvaise volonté" de l'ARS. Les élèves notifiés sont dans les classes et vivent une scolarisation qui les met en souffrance et souvent avec des possibilités d'apprentissage réduites. Ces situations pèsent aussi sur la dégradation des conditions de travail des personnels (AESH et Enseignant-es) et sur l'ensemble des élèves de la classe. Les notifications doivent pouvoir être honorées le ministère de l'EN et celui de la santé doivent travailler ensemble pour trouver des solutions.

Rectorat :

- L'évolution des PIAL en PAS permettrait une prise en charge des élèves conjointe avec le médico-social

CGT :

- Personnels publics ou privés dans les PAS ?

Rectorat :

- "Le meilleur moyen d'avoir des moyens (humains), c'est d'avoir des élèves" (du fait du calcul des moyens en fonction de la démographie)

SUD :

- Nous aimerions aussi ajouter un exemple illustratif concernant l'inclusion et que nous n'avons pas évoqué: l'inclusion des élèves allophones. Pour ne citer qu'une chose qui dysfonctionne: ce sont de nombreux élèves (parfois plusieurs par classe) qui sont éligibles au dispositif UPE2A mais qui ne sont pas accompagnés faute de moyens humains. Ici encore, quelques HSE sont distribuées à des profs de lettres déjà en surcharge de travail, pour qu'il puisse faire des évaluations de langue française et nous annoncer

qu'un élève en 4ème a un niveau de français et de mathématique de CE1.

FSU :

- On a bel et bien vu une augmentation du P/E (rapport du nombre de professeur.e.s sur le nombre d'élèves), mais pas d'amélioration des conditions d'apprentissage
- Un gel des moyens humains par rapport à la démographie avait été mis en place, car la situation était excessivement dégradée par ailleurs le P/E de l'académie reste largement plus bas que le P/E national.
- Le CNESCO a mis en avant la mise à mal des parcours d'apprentissage engendrée par les évaluations qui mettent à mal les élèves les plus défavorisés les moins en connivence avec l'école.
- La DEPP a démontré une tendance à la réduction des enseignements aux items des évaluations

Conclusion

FSU :

- Les organisations syndicales présentes vous entendent vous satisfaire des moyens alloués à l'académie, mais vous vous tenez à des règles de calcul qui vous sont propres. Nous portons le projet de changer les règles de calcul d'allocation des moyens pour mieux doter les écoles et établissements.
- On constate :
- une dégradation des conditions de travail des personnels de l'éducation nationale ;
- une perte de maîtrise sur nos métiers
- une perte de sens au travail dans une école publique qui ne tient pas ses promesses d'égalité
- une perte de pouvoir d'achat et de qualification des personnels

Rectorat :

- "Confiance dans l'intelligence collective des personnels"
- "Confiance dans l'autonomie donnée vis-à-vis de la mise en œuvre d'initiatives"
- "il s'agit d'inventer les meilleures capacités de mise en œuvre"

FSU :

- Pour utiliser une métaphore familière, nous sommes des grenouilles baignées dans une eau qui monte en température. Or nous sommes de plus en plus nombreux-ses à être résolus à ne pas nous laisser ébouillanter, si bien qu'en Loire-Atlantique la mobilisation pour les moyens et contre le choc des savoirs pourrait bien prendre de l'ampleur car nous avons décidé de sauter de la casserole.

Fin de l'audience qui a duré 1h15